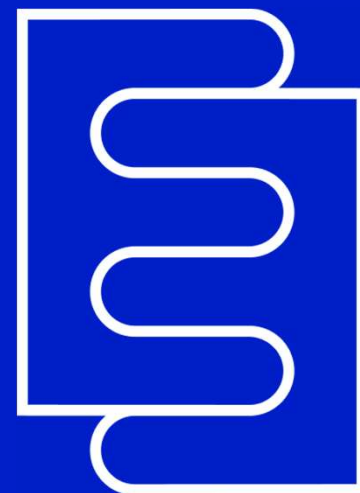




Les Français et le budget 2027

Sondage Elabe pour Les Echos

1^{er} octobre 2026



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos

INTERROGATION

- Echantillon de **1 000** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

CONSTITUTION DE L'ÉCHANTILLON

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

MODE DE RECUEIL ET DATES DE TERRAIN

- Interrogation par Internet du **29 au 30 septembre 2026**.

Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

Pour réduire le déficit public, les Français privilégient la baisse des dépenses publiques à la hausse des impôts

Pour réduire le déficit public, 61% des Français privilégient la baisse des dépenses publiques, contre seulement 7 % qui optent principalement pour une hausse des impôts et des taxes. 31% souhaitent combiner les deux leviers de manière équilibrée.

Les écarts socio-démographiques sont limités excepté sur l'âge où les 18-24 ans sont 49% à privilégier la baisse des dépenses publiques contre 68% des 65 et plus. Le clivage politique est plus net : les électeurs du NFP sont partagés entre baisse des dépenses publiques (46%) et équilibre (40%) tandis que les électeurs du RN (79%) de droite (77%) et dans une moindre mesure d'Ensemble (54%) optent majoritairement pour la baisse des dépenses publiques.

Au-delà de l'attente d'exemplarité, l'opinion considère que l'effort doit reposer sur les ministères et opérateurs de l'Etat, les entreprises les plus rentables et les particuliers les plus aisés

Pour réduire le déficit public, les Français souhaitent d'abord faire contribuer les élus et responsables politiques (90 %), les ministères, administrations et agences de l'État (86 %), les entreprises qui réalisent le plus de profits (81 %), les Français les plus aisés (78 %), les actifs les plus aisés (73 %) et les retraités les plus aisés (62 %). La contribution des collectivités locales (52 %) et celle de l'ensemble des entreprises (48 %) recueille une adhésion plus partagée. En revanche, seule une minorité de Français estiment que l'effort doit porter sur l'ensemble des Français (32 %), l'ensemble des actifs (32 %) et sur l'ensemble des retraités (20 %).

Des opinions sont partagées par toutes les catégories de population.

D'un point de vue politique, le souhait de faire contribuer les élus, l'Etat, les entreprises les plus profitables et les plus aisés est majoritaire dans tous les électors, il est particulièrement exprimé par les électeurs du NFP (près de 90%). La contribution des collectivités locales est soutenue par une courte majorité dans tous les électors, sauf chez les électeurs du NFP (56% non). Près d'1 électeur sur 2 d'Ensemble se dit favorable à ce que l'effort soit porté par tous les Français (46%), mais cette idée est largement rejetée par les électeurs du NFP (74%) et du RN (73%).

Principaux enseignements

Parmi les mesures envisagées par le gouvernement, celles visant à diminuer les dépenses de fonctionnement et à faire contribuer les plus aisés sont approuvées, tandis que les mesures impactant directement le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population sont rejetées

Trois mesures recueillent l'adhésion d'environ deux Français sur trois : réduire de 600 millions d'euros le budget de l'allocation de rentrée scolaire en la ciblant sur les familles qui en ont le plus besoin (71 % favorables), limiter la hausse du budget de fonctionnement des collectivités locales au niveau de l'inflation (70 %) et prolonger la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises (69 %).

Ces trois mesures font consensus d'un point de vue politique, elles sont approuvées par les électeurs du NFP (70%, 66% et 78%, majoritaire également chez les sympathisants LFI même si dans une moindre mesure), d'Ensemble (85%, 79% et 84%), de la droite (82%, 74% et 63%) et du RN (78%, 77% et 68%).

Cinq autres mesures sont majoritairement approuvées : le maintien du budget des ministères et agences de l'État à son niveau de 2026 (61 %), la limitation de la revalorisation des allocations familiales (60 %), le gel des pensions de retraite les plus élevées (59 %), la réduction des exonérations de cotisations pour les entreprises (55 %) et le durcissement des règles relatives aux arrêts de travail (54 %).

Les électeurs d'Ensemble et de droite se montrent plus favorables à la limitation des allocations familiales (73% et 83%) et au durcissement des règles relatives aux arrêts de travail (76% et 68%) que les électeurs NFP (44% pour les allocations et 36% pour les règles des arrêts de travail), tandis que ces derniers soutiennent davantage la réduction des exonérations de cotisations pour les employeurs (70%, contre 66% chez les électeurs Ensemble, 42% chez les électeurs de droite et 44% chez les électeurs RN).

Deux mesures divisent les Français : le maintien du montant des APL à son niveau actuel malgré l'inflation recueille 51 % d'adhésion, contre 48 % d'opposition, tandis que la participation obligatoire de 350 euros pour les salariés utilisant leur CPF recueille 49 % d'adhésion, contre 50 % d'opposition.

Les clivages politiques sont marqués : les APL recueillent 31% d'adhésion chez les électeurs du NFP, contre 65% chez ceux d'Ensemble, 80% chez ceux de LR/DVD et 59% chez ceux du RN. L'augmentation de la participation au CPF est approuvée par les électeurs d'Ensemble (67%) et de droite (60%) mais ne convainc pas les électeurs du NFP (44%) et du RN (47%). A noter que les cadres y sont majoritairement favorables (57%) tandis que les professions intermédiaires (58%) et les employés (60%) y sont plutôt opposés.

Les sept autres mesures sont majoritairement rejetées : la création d'une taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés (45%), la non-revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (43%), la non-revalorisation de la prime d'activité (43%), l'augmentation de la fiscalité sur les indemnités journalières en cas d'arrêt maladie (39%), le transfert d'une partie des remboursements de l'Assurance maladie vers les complémentaires santé (37%), la baisse de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions de retraite (37%) et l'augmentation du plafond des franchises médicales (33%).

Sur l'électorat, les électeurs NFP se distinguent par leur soutien à la taxe sur les produits sucrés (56%), mais rejettent davantage la non-revalorisation du point d'indice (27%) et de la prime d'activité (30%). Les électeurs d'Ensemble sont plus favorables à la hausse de la fiscalité sur les indemnités journalières (58%), ceux de la droite à la non-revalorisation du point d'indice (54%), tandis que les électeurs du RN sont majoritairement opposés à la plupart de ces mesures, notamment à l'augmentation des franchises médicales (27%). D'un point de vue générationnel, les 18-34 ans sont plus nombreux que leurs aînés à approuver le transfert des remboursements (54% vs. 22% des 65 ans et plus) et la hausse du plafond de la franchise médicale (48% vs 21%).

Principaux enseignements

Pour constituer le budget 2027, une majorité de Français appelle les oppositions au compromis plutôt qu'à la censure

60 % (-6 par rapport à janvier 2025) des Français estiment que les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière, contre 34 % (+2) qui souhaitent qu'elles censurent le gouvernement malgré le risque de crise financière.

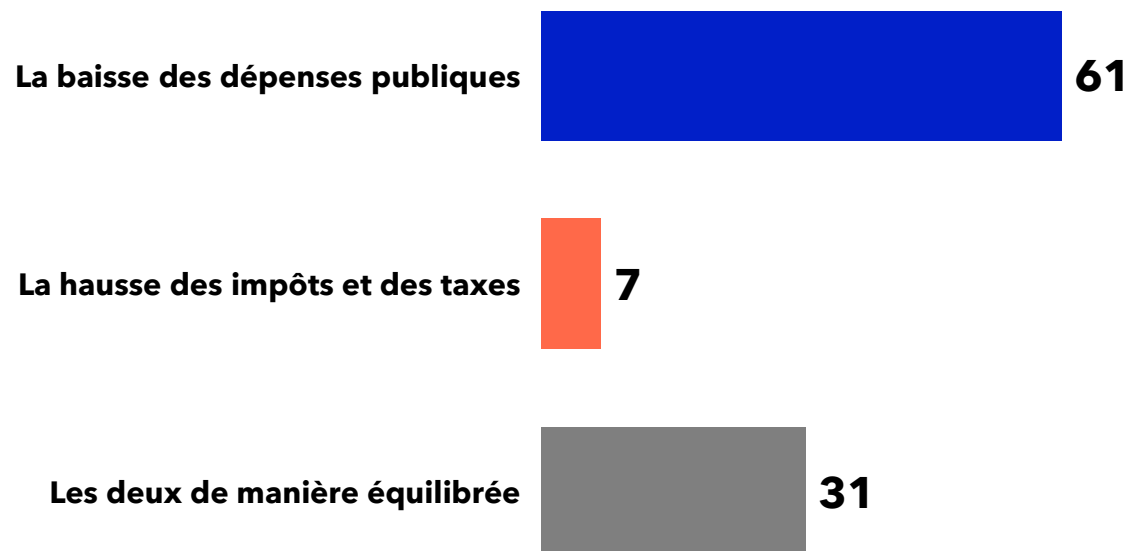
Politiquement, le compromis est majoritaire chez les électeurs NFP (59%), d'Ensemble (79%) et de droite (71%). Les électeurs du RN sont les seuls à se partager entre le compromis (46%) et la censure (47%). On note toutefois pour les électeurs NFP que le compromis est porté par les sympathisants PS et EELV (63 et 77%) et non par les sympathisants de La France Insoumise (39%).

Les écarts sociodémographiques sont plus limités : les femmes privilégient davantage le compromis que les hommes (64 % contre 56 %), et les 65 ans et plus y sont plus favorables que les 18-24 ans (65% vs 57%).

Pour réduire le déficit public, les Français privilégient la baisse des dépenses publiques à la hausse des impôts

Le gouvernement prépare le budget de l'État pour 2027 (fiscalité et dépenses publiques) avec pour objectif de réduire le déficit public. Pour réduire le déficit public, selon vous, l'effort devrait-il porter principalement sur... ?

En % - Ensemble des Français

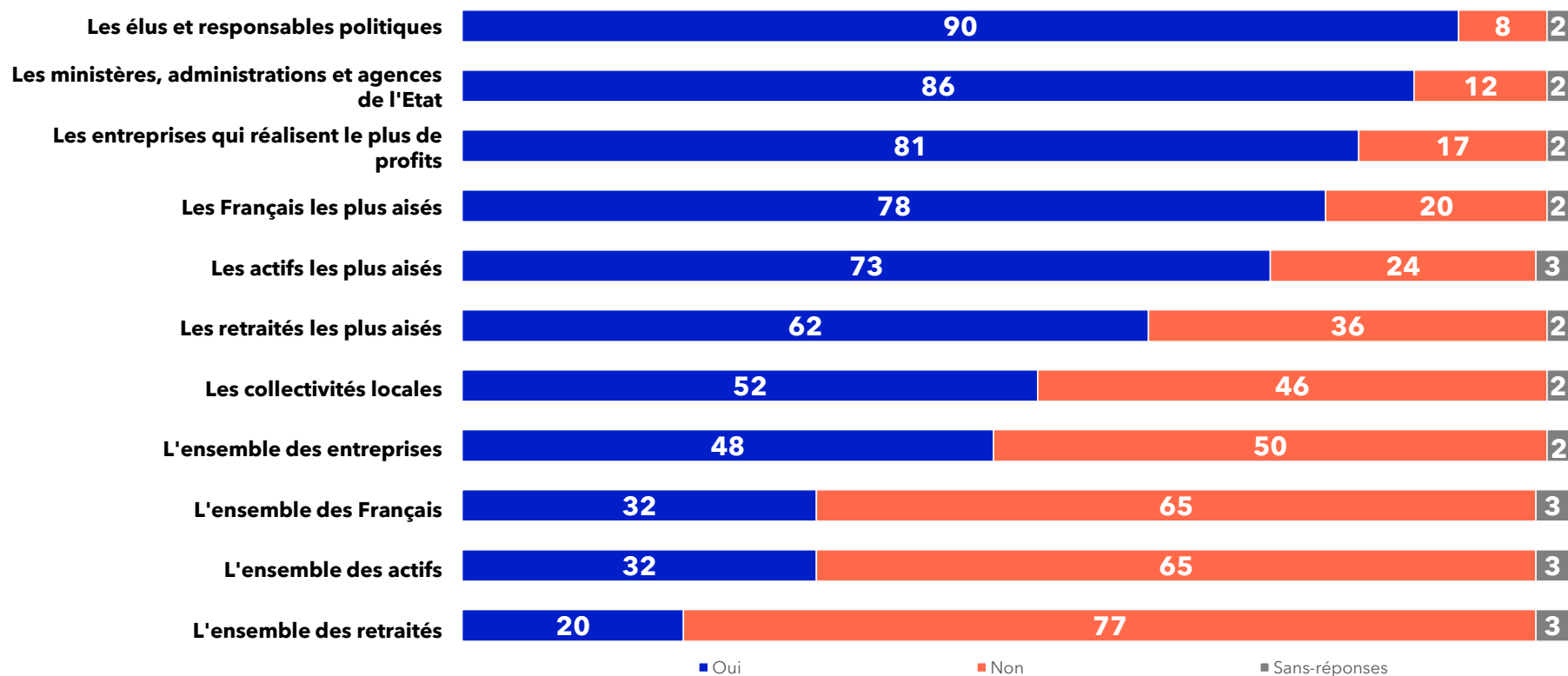


Sans-réponses : 1

Au-delà de l'attente d'exemplarité, l'opinion considère que l'effort doit reposer sur les ministères et opérateurs de l'Etat, les entreprises les plus rentables et les particuliers les plus aisés

D'après vous, chacun des acteurs suivants doit-il contribuer à l'effort de réduction du déficit public ?

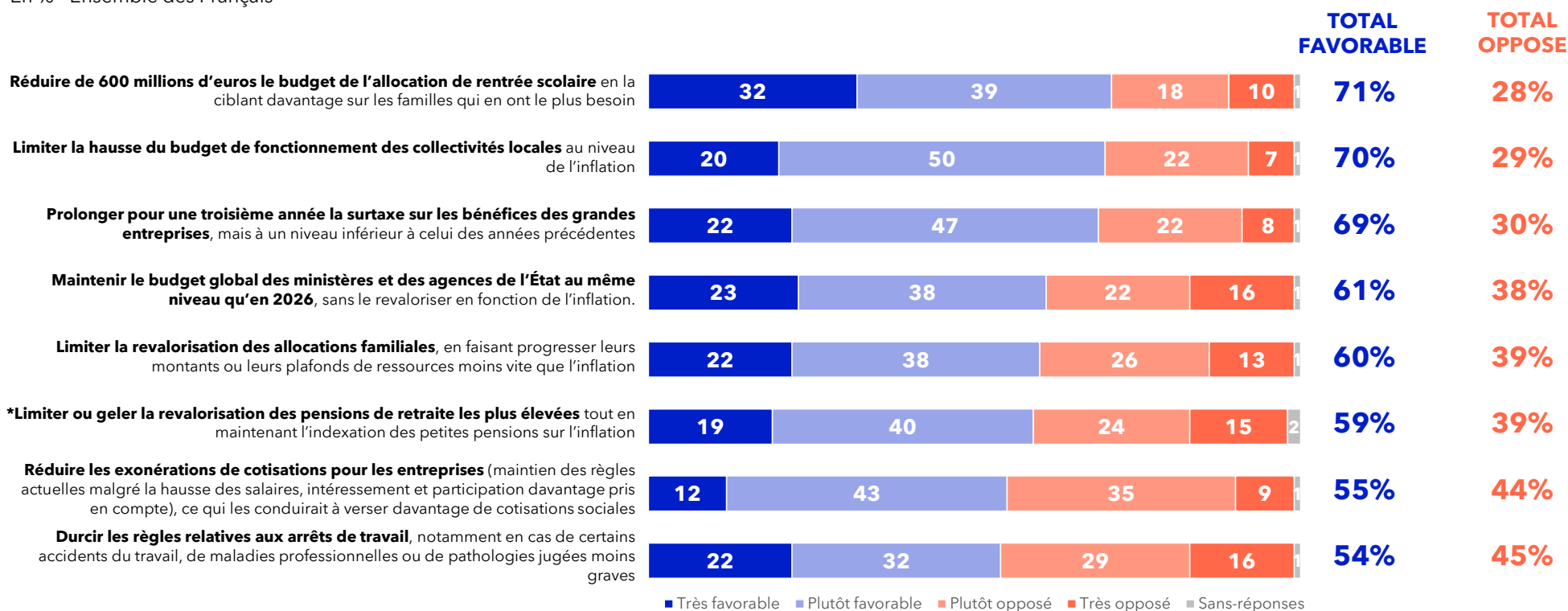
En % - Ensemble des Français



Parmi les mesures envisagées par le gouvernement, celles visant à diminuer les dépenses de fonctionnement et à faire contribuer les plus aisés sont approuvées

Voici des mesures envisagées par le gouvernement pour constituer le budget de l'Etat pour 2027 et réduire les déficits. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En % - Ensemble des Français

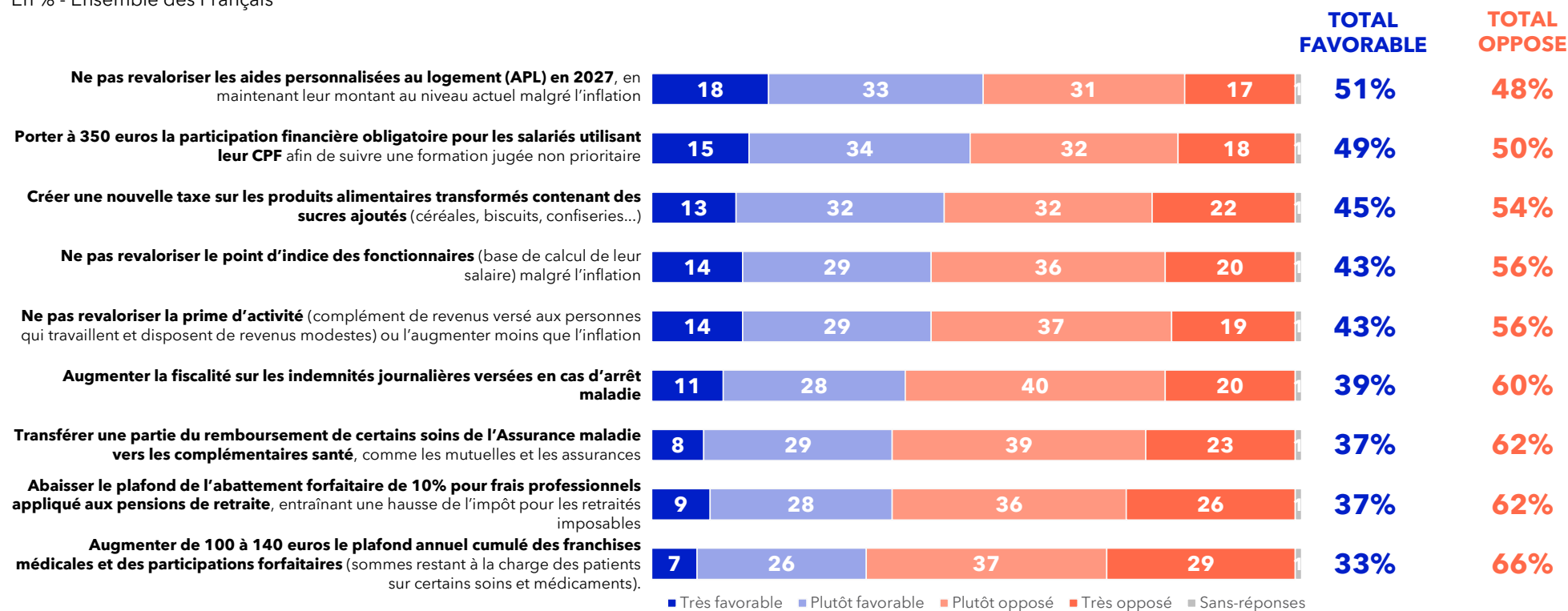


* Lors de la passation du questionnaire, la proposition gouvernementale prévoyant, en 2027, le gel des pensions de retraite supérieures à 1 260 euros n'avait pas encore été rendue publique.

Tandis que les mesures impactant directement le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population sont rejetées

Voici des mesures envisagées par le gouvernement pour constituer le budget de l'Etat pour 2027 et réduire les déficits. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En % - Ensemble des Français



Pour constituer le budget 2027, une majorité de Français appelle les oppositions au compromis plutôt qu'à la censure

Pour constituer un budget pour l'année 2027, d'après vous, quelle attitude doivent adopter les formations politiques d'opposition ?

En % - Ensemble des Français

Même si elles ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement, les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière

60 (-6)*

Les oppositions qui sont en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière

34 (+2)

Sans-réponses : 6

**Evolutions comparées au sondage ELABE/Les Echos du 9 janvier 2025*

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Le gouvernement prépare le budget de l'État pour 2027 (fiscalité et dépenses publiques) avec pour objectif de réduire le déficit public. Pour réduire le déficit public, selon vous, l'effort devrait-il porter principalement sur... ?

En %	La baisse des dépenses publiques	La hausse des impôts et des taxes	Les deux de manière équilibrée	Sans-réponses
Interrogés	61	7	31	1
SEXE DU REpondANT				
Hommes	58	11	31	0
Femmes	64	4	31	1
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	49	16	33	2
25-34 ans	56	13	31	0
35-49 ans	58	7	34	1
50-64 ans	66	4	30	0
65 ans et plus	68	3	28	1
PROFESSION DU REpondANT				
ACTIFS	60	8	32	0
Agric., artisans, comm.	79	5	16	0
CSP+	59	7	33	1
Cadres	59	10	31	0
Prof. intermédiaires	59	5	35	1
CSP-	58	8	33	1
Employés	59	8	32	1
Ouvriers	58	8	34	0
INACTIFS	63	6	30	1
Retraités	69	3	27	1
Autres inactifs	49	14	36	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	65	6	27	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	69	3	28	0
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	61	5	34	0
GRANDES AGGLOS	57	9	33	1
100.000 hab. et plus	55	10	35	0
Agglomération parisienne	61	9	30	0
REGION DE RESIDENCE (UDA5)				
Région parisienne	61	8	30	1
Province	61	7	31	1
Nord-Est	61	9	30	0
Nord-Ouest	58	6	35	1
Sud-Ouest	70	7	23	0
Sud Est	61	6	32	1

Détail des résultats

Par catégories politiques

Le gouvernement prépare le budget de l'État pour 2027 (fiscalité et dépenses publiques) avec pour objectif de réduire le déficit public. Pour réduire le déficit public, selon vous, l'effort devrait-il porter principalement sur... ?

En %	La baisse des dépenses publiques	La hausse des impôts et des taxes	Les deux de manière équilibrée	Sans-réponses
Interrogés	61	7	31	1
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	45	18	36	1
La France insoumise (LFI)	47	26	27	0
Parti socialiste (PS)	49	10	39	2
Les Ecologistes (EELV)	59	2	39	0
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	47	1	52	0
Renaissance	39	0	61	0
TOTAL DROITE	79	4	17	0
Les Républicains (LR)	76	4	20	0
TOTAL RN ET SOUVERAINISTES	79	4	17	0
Rassemblement national (RN)	76	5	19	0
Reconquête I, d'Éric Zemmour	93	0	7	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	61	3	35	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	46	19	35	0
Yannick JADOT	55	3	42	0
Emmanuel MACRON	57	1	41	1
Valérie PECRESSE	61	7	32	0
Marine LE PEN	77	5	18	0
Eric ZEMMOUR	97	0	3	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	57	8	34	1
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	55	6	38	1
Marine LE PEN	77	5	18	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	57	9	33	1
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)				
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	46	14	40	0
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	54	1	44	1
LR, DVD, UDI	77	4	19	0
Rassemblement National et ses alliés	79	5	16	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	59	7	33	1

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

D'après vous, chacun des acteurs suivants doit-il contribuer à l'effort de réduction du déficit public ?

En % - Oui	Les élus et responsables politiques	Les ministères, administrations et agences de l'Etat	Les entreprises qui réalisent le plus de profits	Les Français les plus aisés	Les actifs les plus aisés	Les retraités les plus aisés	Les collectivités locales	L'ensemble des entreprises	L'ensemble des Français	L'ensemble des actifs	L'ensemble des retraités
Interrogés	90	86	81	78	73	62	52	48	32	32	20
SEXE DU REpondant											
Hommes	89	83	78	74	69	61	54	48	35	32	24
Femmes	90	89	84	82	78	62	49	48	29	32	16
AGE DU REpondant											
18-24 ans	85	75	82	79	76	61	44	49	37	38	27
25-34 ans	79	77	74	69	66	58	54	51	38	34	32
35-49 ans	87	84	77	74	67	57	49	39	30	32	23
50-64 ans	94	92	82	79	76	62	56	52	28	31	15
65 ans et plus	96	94	88	85	81	68	51	51	31	29	13
PROFESSION DU REpondant											
ACTIFS	88	85	78	75	70	59	54	49	32	32	24
Agric., artisans, comm.	93	87	80	91	88	54	63	44	27	27	24
CSP+	90	84	78	73	67	61	58	50	35	37	24
Cadres	85	82	77	71	63	60	68	50	45	39	31
Prof. intermédiaires	94	85	78	74	69	62	51	50	28	35	19
CSP-	85	86	78	75	71	59	48	48	29	29	24
Employés	86	85	82	77	77	58	44	48	26	24	21
Ouvriers	84	88	73	73	64	60	52	48	32	34	27
INACTIFS	92	88	85	82	78	65	49	47	32	31	14
Retraités	94	92	86	84	80	65	52	50	30	30	11
Autres inactifs	86	79	83	78	73	64	41	41	36	35	22
CATEGORIE D'AGGLOMERATION											
Communes rurales	89	87	82	77	74	62	48	45	31	29	19
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	92	88	81	79	70	58	49	45	25	26	17
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	87	80	80	77	75	63	57	54	29	27	20
GRANDES AGGLOS	90	88	81	78	74	63	53	49	35	37	21
100.000 hab. et plus	90	86	82	80	76	62	52	47	33	33	19
Agglomération parisienne	89	91	79	75	71	63	54	52	41	44	24
REGION DE RESIDENCE (UDAS)											
Région parisienne	88	90	79	72	69	63	52	50	39	42	23
Province	90	86	82	79	75	61	52	48	30	29	19
Nord-Est	91	84	81	79	72	59	49	50	36	31	20
Nord-Ouest	90	85	82	79	77	64	52	48	32	30	19
Sud-Ouest	93	86	83	85	77	67	52	46	21	21	15
Sud Est	88	88	81	77	73	58	53	45	28	30	21

Détail des résultats

Par catégories politiques

D'après vous, chacun des acteurs suivants doit-il contribuer à l'effort de réduction du déficit public ?

En % - Oui	Les élus et responsables politiques	Les ministères, administrations et agences de l'Etat	Les entreprises qui réalisent le plus de profits	Les Français les plus aisés	Les actifs les plus aisés	Les retraités les plus aisés	Les collectivités locales	L'ensemble des entreprises	L'ensemble des Français	L'ensemble des actifs	L'ensemble des retraités
Interrogés	90	86	81	78	73	62	52	48	32	32	20
PREFERENCE PARTISANE											
TOTAL GAUCHE	87	79	90	90	85	76	43	45	28	27	16
La France insoumise (LFI)	83	76	90	90	87	65	37	35	18	21	20
Parti socialiste (PS)	91	81	88	92	86	84	48	48	30	26	15
Les Ecologistes (EELV)	95	95	97	90	90	85	61	62	26	33	22
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	96	88	86	84	81	76	56	61	47	54	35
Renaissance	100	78	86	84	86	68	56	55	38	49	38
TOTAL DROITE	94	90	72	64	58	57	68	53	52	44	30
Les Républicains (LR)	95	92	76	64	58	59	63	54	53	44	28
TOTAL RN ET SOUVERAINISTES	91	91	73	65	61	53	53	44	22	20	15
Rassemblement national (RN)	89	89	77	68	66	57	48	49	19	23	13
Reconquête I, d'Éric Zemmour	93	100	51	43	25	39	72	24	46	12	31
SANS PREFERENCE PARTISANE	88	87	81	79	74	55	50	49	32	35	20
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)											
Jean-Luc MELENCHON	91	80	94	93	88	75	33	41	18	16	11
Yannick JADOT	95	93	94	86	86	77	64	52	28	29	19
Emmanuel MACRON	92	90	82	81	75	67	62	48	44	45	27
Valérie PECRESSE	91	95	74	65	54	55	71	57	52	52	17
Marine LE PEN	90	90	78	74	71	55	50	54	22	27	13
Eric ZEMMOUR	94	100	57	46	32	47	73	27	36	14	23
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	85	82	79	76	73	57	50	51	33	36	25
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)											
Emmanuel MACRON	94	88	85	83	79	70	56	50	39	36	22
Marine LE PEN	90	91	75	70	63	56	55	45	27	26	16
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	86	82	81	79	74	59	46	48	28	31	20
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)											
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	86	84	80	78	73	57	51	51	32	35	24
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	90	81	95	93	91	77	42	45	23	26	15
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	93	87	85	80	78	70	58	50	46	45	19
LR, DVD, UDI	93	89	65	70	60	55	53	49	49	37	27
Rassemblement National et ses alliés	92	94	73	65	60	53	53	42	24	20	14

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Voici des mesures envisagées par le gouvernement pour constituer le budget de l'Etat pour 2027 et réduire les déficits. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Réduire de 600 millions d'euros le budget de l'allocation de rentrée scolaire en la ciblant davantage sur les familles qui en ont le plus besoin	Limiter la hausse du budget de fonctionnement des collectivités locales au niveau de l'inflation	Prolonger pour une troisième année la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises, mais à un niveau inférieur à celui des années précédentes	Maintenir le budget global des ministères et des agences de l'État au même niveau qu'en 2026, sans le revaloriser en fonction de l'inflation.	Limiter la revalorisation des allocations familiales, en faisant progresser leurs montants ou leurs plafonds de ressources moins vite que l'inflation	Limiter ou geler la revalorisation des pensions de retraite les plus élevées tout en maintenant l'indexation des petites pensions sur l'inflation	Réduire les exonérations de cotisations pour les entreprises (maintien des règles actuelles malgré la hausse des salaires, intéressement et participation davantage pris en compte), ce qui les conduirait à verser davantage de cotisations sociales	Durcir les règles relatives aux arrêts de travail, notamment en cas de certains accidents du travail, de maladies professionnelles ou de pathologies jugées moins graves	Ne pas revaloriser les aides personnalisées au logement (APL) en 2027, en maintenant leur montant au niveau actuel malgré l'inflation	Porter à 350 euros la participation financière obligatoire pour les salariés utilisant leur CPF afin de suivre une formation jugée non prioritaire	Créer une nouvelle taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés (céréales, biscuits, confiseries...)	Ne pas revaloriser le point d'indice des fonctionnaires (base de calcul de leur salaire) malgré l'inflation	Ne pas revaloriser la prime d'activité (complément de revenus versé aux personnes qui travaillent et disposent de revenus modestes) ou l'augmenter moins que l'inflation	Augmenter la fiscalité sur les indemnités journalières versées en cas d'arrêt maladie	Transférer une partie du remboursement de certains soins de l'Assurance maladie vers les complémentaires santé, comme les mutuelles et les assurances	Abaisser le plafond de l'abattement forfaitaire de 10% pour frais professionnels appliqué aux pensions de retraite, entraînant une hausse de l'impôt pour les retraités imposables	Augmenter de 100 à 140 euros le plafond annuel cumulé des franchises médicales et des participations forfaitaires (sommes restant à la charge des patients sur certains soins et médicaments).
Interrogés	71	70	69	61	60	59	55	54	51	49	45	43	43	39	37	37	33
SEXE DU REpondANT																	
Hommes	76	73	67	62	64	59	59	57	54	51	49	44	46	42	40	43	39
Femmes	67	67	71	62	57	60	51	50	49	47	41	41	40	37	34	32	27
AGE DU REpondANT																	
18-24 ans	56	53	59	46	43	56	63	44	34	46	52	36	35	36	56	38	49
25-34 ans	70	70	59	56	64	63	53	56	52	50	45	49	50	42	52	52	47
35-49 ans	64	67	69	60	60	63	53	45	50	43	41	43	48	34	42	48	35
50-64 ans	76	74	65	68	65	57	52	54	60	49	43	44	46	37	31	35	29
65 ans et plus	79	76	81	66	60	57	57	66	52	53	46	39	34	44	22	20	21
PROFESSION DU REpondANT																	
ACTIFS	70	70	66	61	62	62	54	50	54	47	44	43	49	38	41	44	37
Agric., artisans, comm.	60	80	58	80	62	74	58	50	59	55	34	68	46	41	34	56	46
CSP+	78	76	71	62	65	64	52	53	56	48	50	39	51	38	42	43	38
Cadres	75	79	74	66	66	68	59	57	56	57	53	49	54	44	48	49	47
Prof. intermédiaires	81	74	69	61	65	60	47	50	55	41	47	32	49	35	38	39	31
CSP-	65	62	62	57	60	57	54	48	51	44	40	43	47	37	40	42	35
Employés	62	58	62	55	55	55	55	46	46	39	40	36	41	35	37	42	31
Ouvriers	68	67	62	59	68	61	54	50	57	51	39	54	56	38	44	43	41
INACTIFS	72	71	73	62	57	57	56	60	49	52	47	41	35	41	31	28	27
Retraités	79	76	77	67	60	56	56	66	53	52	44	41	35	43	23	20	20
Autres inactifs	57	59	65	49	48	57	56	43	39	51	50	41	32	34	50	46	44
CATEGORIE D'AGGLOMERATION																	
Communes rurales	73	67	69	61	66	58	54	57	52	49	39	46	43	39	38	38	32
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	67	72	68	61	61	62	50	58	55	43	40	47	47	36	35	39	24
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	72	72	70	64	54	59	55	46	50	47	35	42	40	39	29	36	31
GRANDES AGGLOS	72	70	69	62	59	59	56	54	50	51	52	39	42	40	39	36	38
100.000 hab. et plus	72	69	69	61	58	59	57	53	51	50	51	37	40	40	40	36	36
Agglomération parisienne	72	72	68	64	59	59	56	56	50	52	54	43	46	40	38	37	43
REGION DE RESIDENCE (UDAS)																	
Région parisienne	72	70	69	65	60	59	58	57	52	54	54	45	47	40	39	39	41
Province	71	70	69	61	60	60	54	53	51	47	43	42	42	39	37	36	31
Nord-Est	69	68	67	59	62	68	60	53	50	48	41	42	42	36	38	37	28
Nord-Ouest	72	70	76	65	64	58	59	57	54	51	45	40	44	43	36	39	33
Sud-Ouest	73	71	63	52	53	57	51	48	52	40	44	46	40	34	39	37	32
Sud Est	71	72	68	63	58	64	47	53	50	47	42	42	40	40	35	33	32

Détail des résultats

Par catégories politiques

Voici des mesures envisagées par le gouvernement pour constituer le budget de l'Etat pour 2027 et réduire les déficits. Pour chacune d'entre elles, y êtes-vous favorable ou opposé ?

En % - TOTAL FAVORABLE	Réduire de 600 millions d'euros le budget de l'allocation de rentrée scolaire en la ciblant davantage sur les familles qui en ont le plus besoin	Limiter la hausse du budget de fonctionnement des collectivités locales au niveau de l'inflation	Prolonger pour une troisième année la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises, mais à un niveau inférieur à celui des années précédentes	Maintenir le budget global des ministères et des agences de l'État au même niveau qu'en 2026, sans le revaloriser en fonction de l'inflation.	Limiter la revalorisation des allocations familiales, en faisant progresser leurs montants ou leurs plafonds de ressources moins vite que l'inflation	Limiter ou geler la revalorisation des pensions de retraite les plus élevées tout en maintenant l'indexation des petites pensions sur l'inflation	Réduire les exonérations de cotisations pour les entreprises (maintien des règles actuelles malgré la hausse des salaires, intéressement et participation davantage pris en compte), ce qui les conduirait à verser davantage de cotisations sociales	Durcir les règles relatives aux arrêts de travail, notamment en cas de certains accidents du travail, de maladies professionnelles ou de pathologies jugées moins graves	Ne pas revaloriser les aides personnalisées au logement (APL) en 2027, en maintenant leur montant au niveau actuel malgré l'inflation	Porter à 350 euros la participation financière obligatoire pour les salariés utilisant leur CPF afin de suivre une formation jugée non prioritaire	Créer une nouvelle taxe sur les produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés (céréales, biscuits, confiseries...)		Ne pas revaloriser le point d'indice des fonctionnaires (base de calcul de leur salaire) malgré l'inflation	Ne pas revaloriser la prime d'activité (complément de revenus versé aux personnes qui travaillent et disposent de revenus modestes) ou l'augmenter moins que l'inflation	Augmenter la fiscalité sur les indemnités journalières versées en cas d'arrêt maladie	Transférer une partie du remboursement de certains soins de l'Assurance maladie vers les complémentaires santé, comme les mutuelles et les assurances	Abaisser le plafond de l'abattement forfaitaire de 10% pour frais professionnels appliqué aux pensions de retraite, entraînant une hausse de l'impôt pour les retraités imposables	Augmenter de 100 à 140 euros le plafond annuel cumulé des franchises médicales et des participations forfaitaires (sommes restant à la charge des patients sur certains soins et médicaments).
Interrogés	71	70	69	61	60	59	55	54	51	49	45		43	43	39	37	37	33
PREFERENCE PARTISANE																		
TOTAL GAUCHE	65	64	71	64	46	66	73	44	35	46	56		33	32	33	41	38	30
La France insoumise (LFI)	53	62	69	58	41	72	70	36	30	39	59		36	27	40	43	42	39
Parti socialiste (PS)	69	67	67	75	52	63	72	58	42	49	46		36	36	31	37	36	15
Les Écologistes (EELV)	82	78	78	66	50	84	75	47	31	44	76		23	32	31	48	48	34
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIÉS	85	78	86	76	80	72	58	73	73	68	52		46	55	59	39	42	31
Renaissance	88	85	85	75	82	71	51	81	60	67	44		47	52	42	40	33	21
TOTAL DROITE	87	84	78	65	82	57	51	70	83	55	55		63	61	48	39	42	45
Les Républicains (LR)	90	82	85	67	85	62	56	79	84	63	63		66	64	52	44	43	47
TOTAL RN ET SOUVERAINISTES	75	75	65	55	65	58	48	57	58	47	34		46	47	38	34	34	30
Rassemblement national (RN)	75	73	69	54	64	60	50	57	54	46	32		43	43	36	37	33	26
Reconquête !, d'Éric Zemmour	75	90	46	58	79	57	41	66	80	53	51		61	69	47	24	46	45
SANS PREFERENCE PARTISANE	66	67	66	62	59	53	49	52	48	46	39		41	42	38	36	34	34
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)																		
Jean-Luc MELENCHON	64	65	70	62	48	67	60	36	31	37	52		32	23	22	31	35	22
Yannick JADOT	86	82	80	71	54	75	75	49	35	52	56		32	33	25	23	43	48
Emmanuel MACRON	82	78	79	67	72	64	55	72	66	58	47		42	48	59	41	41	40
Valérie PECRESSE	84	81	79	75	83	46	53	76	85	68	46		53	72	55	26	34	41
Marine LE PEN	78	72	69	53	65	60	50	59	58	47	33		47	42	33	39	34	23
Eric ZEMMOUR	77	91	50	68	73	69	37	63	72	58	54		51	63	48	27	40	37
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	60	61	63	60	53	53	54	47	47	46	43		45	44	37	39	36	37
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)																		
Emmanuel MACRON	77	74	76	68	65	64	59	61	56	58	52		41	45	50	37	39	35
Marine LE PEN	75	75	65	56	69	60	45	55	59	46	37		48	45	33	36	37	29
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	64	63	65	59	50	55	57	48	43	42	43		40	40	34	38	36	34
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)																		
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	61	65	62	59	54	53	52	52	48	43	41		45	44	39	42	38	37
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	70	66	78	63	44	69	70	36	31	44	56		27	30	26	32	39	28
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	85	79	84	70	73	68	66	76	65	67	54		42	50	58	35	40	36
LR, DVD, UDI	82	74	63	74	83	58	42	68	80	60	45		54	48	59	29	32	41
Rassemblement National et ses alliés	78	77	68	55	69	59	44	56	59	47	37		48	47	32	35	34	27

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Pour constituer un budget pour l'année 2027, d'après vous, quelle attitude doivent adopter les formations politiques d'opposition ?

En %	Même si elles ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement, les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière	Les oppositions qui sont en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière	Sans-réponses
Interrogés	60	34	6
SEXE DU REpondant			
Hommes	56	38	6
Femmes	64	29	7
AGE DU REpondant			
18-24 ans	57	38	5
25-34 ans	59	37	4
35-49 ans	60	34	6
50-64 ans	56	36	8
65 ans et plus	65	28	7
PROFESSION DU REpondant			
ACTIFS	60	34	6
Agric., artisans, comm.	61	35	4
CSP+	62	32	6
Cadres	62	32	6
Prof. intermédiaires	61	33	6
CSP-	58	36	6
Employés	60	36	4
Ouvriers	54	37	9
INACTIFS	61	32	7
Retraités	62	31	7
Autres inactifs	57	35	8
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	59	34	7
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	57	38	5
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	64	30	6
GRANDES AGGLOS	61	33	6
100.000 hab. et plus	60	34	6
Agglomération parisienne	62	30	8
REGION DE RESIDENCE (UDA5)			
Région parisienne	62	31	7
Province	60	34	6
Nord-Est	57	36	7
Nord-Ouest	63	33	4
Sud-Ouest	60	33	7
Sud Est	59	35	6

Détail des résultats

Par catégories politiques

Pour constituer un budget pour l'année 2027, d'après vous, quelle attitude doivent adopter les formations politiques d'opposition ?

En %	Même si elles ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement, les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière	Les oppositions qui sont en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière	Sans-réponses
Interrogés	60	34	6
PREFERENCE PARTISANE			
TOTAL GAUCHE	55	40	5
La France insoumise (LFI)	39	55	6
Parti socialiste (PS)	63	31	6
Les Écologistes (EELV)	77	20	3
TOTAL RENAISSANCE ET ALLIES	83	11	6
Renaissance	93	4	3
TOTAL DROITE	71	21	8
Les Républicains (LR)	72	21	7
TOTAL RN ET SOUVERAINISTES	47	47	6
Rassemblement national (RN)	53	40	7
Reconquête I, d'Éric Zemmour	19	81	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	65	28	7
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)			
Jean-Luc MELENCHON	47	51	2
Yannick JADOT	69	29	2
Emmanuel MACRON	80	13	7
Valérie PECRESSE	55	38	7
Marine LE PEN	56	37	7
Eric ZEMMOUR	42	58	0
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	60	32	8
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)			
Emmanuel MACRON	72	21	7
Marine LE PEN	47	48	5
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	58	36	6
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)			
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	59	40	1
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	79	12	9
LR, DVD, UDI	71	24	5
Rassemblement National et ses alliés	46	47	7
Abstention, vote blanc ou nul, non-inscrits	61	31	8

Sondage Elabe pour Les Echos

11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

